

REPUBLIQUE DE CÔTE  
D'IVOIRE

COUR D'APPEL D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N° 0420/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE  
Du 29/05/2019

Affaire :

Monsieur AKA AMAFIN  
NICODEME

C/

LA SOCIETE STANE  
INTERNATIONALE

DECISION  
CONTRADICTOIRE

Déclare recevable l'action de  
monsieur AKE Amafin  
Nicodeme ;

L'y dit partiellement fondé ;

Déclare la société STANE  
INTERNATIONALE déchue de  
son droit de former opposition à  
l'ordonnance d'injonction de  
payer n°0635/2018 par la  
juridiction présidentielle du  
Tribunal de céans ;

Déclare sans objet la demande en  
paiement de monsieur AKE  
Amafin Nicodeme ;

Condamne la défenderesse aux  
entiers dépens de l'instance.

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 29 MAI  
2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience  
publique ordinaire du 29 mai 2019 tenue au siège dudit  
Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame KOUASSI AMENAN HELENE épouse  
DJINPHIE, Président;

Messieurs ZUNON JOËL, N'GUESSAN K. EUGENE,  
DOUKA CHRISTOPHE, BERET ADONIS, Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître KOUAME BI GOULIZAN  
VIVIEN, Greffier;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre:

Monsieur AKA AMAFIN NICODEME, né le 01-01-1955  
à Ebimpé/Agboville, de nationalité ivoirienne, Pharmacien,  
demeurant à Cocody Angré, exerçant sous la dénomination de  
PHARMACIE ABOBOTE, sise route du zoo/Abobo carrefour  
menuiserie, 27 BP 540 Abidjan 27, téléphone : 21-01-56-98 ;

Demandeur ;

Et ;

D'une part ;

LA SOCIETE STANE INTERNATIONALE, Société  
Anonyme au capital de 180.000.000 F CFA, RCMM N° 2013-  
B-13117 située à Cocody 7<sup>e</sup> tranche, Centre Commercial Tétra,  
Courtier en assurances maladie, 06 BP 2658 Abidjan 06,  
téléphone : 22 41-80-77, représentée par monsieur POKOU  
Serge Innocent, agissant en qualité de Président Directeur  
Général, de nationalité ivoirienne, domicilié à Angré, 7<sup>e</sup>  
tranche Rue des Jardins ;

Défenderesse ;

D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 06 février 2019, l'affaire a été  
appelée;

Une mise en état a été ordonnée et confiée au juge ABOUT;

Celle-ci a fait l'objet d'une ordonnance de clôture et la cause a  
été renvoyée à l'audience publique du 06 mars 2019 ;



220819 cm

BKN

A cette date de renvoi, la cause a été mise en délibéré pour décision être rendue le 10 avril 2019;

Lequel délibéré a été rabattu et renvoyé au 17 avril 2019 pour production de la requête aux fins de règlement préventif ;

A cette dernière date, le dossier a été mis en délibéré pour décision être rendue le 29 mai 2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré comme suit ;

### **LE TRIBUNAL,**

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Par exploit du 29 janvier 2019, Monsieur AKE AMAFIN NICODEME a fait servir assignation à la Société STANE INTERNATIONALE d'avoir à comparaître devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan, le 06 février 2019, pour entendre :

- Constater la déchéance de la défenderesse de former opposition contre l'ordonnance d'injonction de payer n°0635/2018 du 22 février 2018 ;

Au soutien de son action, Monsieur AKE NICODEME expose que suivant ordonnance d'injonction de payer n°0635/2018 du 22 février 2018, il a obtenu la condamnation de la société STANE INTERNATIONALE à lui payer la somme de 5.490.163 francs CFA ;

Il déclare avoir signifié ladite ordonnance à la société STANE INTERNATIONALE le 26 mars 2018, de sorte qu'elle avait jusqu'au 12 avril 2018 pour former opposition ;

Il précise que par exploit du 10 avril 2018, la défenderesse a formé opposition contre ladite ordonnance, tout en l'assignant à comparaître, le 23 avril 2018, par-devant la juridiction de céans, pour voir statuer sur les mérites de son recours ;

Il fait observer que cet exploit n'a pas été enrôlé, de sorte

que l'affaire n'a pas été appelée à la date de comparution  
sus indiquée ;

Il fait valoir, qu'il a sollicité et obtenu du greffe de  
juridiction de céans, le 25 avril 2018, la délivrance d'  
certificat de non enrôlement n°1317/2018/GTCA ;

Il explique que muni de ce certificat de non enrôlemen  
a saisi la juridiction de céans aux fins de constatation  
la déchéance de la société STANE INTERNATIONALE  
former opposition contre l'ordonnance d'injonction  
payer sus indiquée ;

Aussi, sollicite-t-il, la condamnation de la société ST  
INTERNATIONALE à lui payer la somme de 5 49  
francs CFA, correspondant au montant d  
condamnation contenue dans l'OIP ;

Toutefois, il relève que le 24 mai 2018, la société S  
INTERNATIONALE, lui a notifié une ordonnance r  
par le Président du Tribunal de céans prononçant  
encontre l'ouverture d'une procédure de règ  
préventif ;

Il précise toutefois que les délais, au cours d  
l'ordonnance de règlement préventif déploie ses e  
savoir, la suspension de toute poursuite indiv  
tendant à obtenir le paiement des créances née  
l'ordonnance ont expiré ;

### **DES MOTIFS**

#### **EN LA FORME**

##### **Sur le caractère de la décision**

La société STANE a été assignée à son siège social  
Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

##### **Sur le taux du ressort**

Aux termes de l'article 10 de la loi n°201  
décembre 2016 portant création, o  
fonctionnement des juridictions de c  
tribunaux de commerce statuent :

- En premier ressort, sur toutes  
l'intérêt du litige est supérieur à  
francs CFA ou est indéterminé.

- En premier et dernier ressort'



dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs CFA » ;

En l'espèce, il résulte des pièces du dossier, notamment de l'acte d'assignation que l'intérêt du litige est de 5 490 163 francs CFA, donc inférieur à vingt-cinq millions ;

Il sied de statuer en premier et dernier ressort ;

### **Sur la recevabilité de l'action**

La demande a été introduite dans les forme et délai légaux, il y a lieu de la recevoir ;

### **AU FOND**

Aux termes de l'article 11 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement des créances et des voies d'exécution, « *l'opposant est tenu, à peine de déchéance, et dans le même acte que celui de l'opposition :*

- *De signifier son recours à toutes les parties et au greffe de la juridiction ayant rendu la décision d'injonction de payer ;*
- *De servir assignation à comparaître devant la juridiction compétente à une date fixe qui ne saurait excéder le délai de 30 jours à compter de l'opposition » ;*

En l'espèce, monsieur AKE AMAFIN NICODEME, sollicité de la juridiction de céans de déclarer la société ST/ INTERNATIONALE déchue de son droit de faire opposition contre l'ordonnance d'injonction de n°0635/2018 rendue le 22 février 2018 ;

L'analyse des pièces du dossier révèle, que la STANE INTERNATIONALE a initié son opposition exploit du 10 avril 2018, assignant par le même monsieur AKE AMAFIN NICODEME, à comparaître le 10 avril 2018 par-devant la juridiction de céans, soit 30 jours à compter de l'opposition ;

Or, il ressort du certificat de non enrôlement du 10 avril 2018 par le Greffe de la juridiction de céans, la date d'ajournement sus indiquée, le dossier n'est pas enrôlé ;

Aussi, en l'état des pièces du dossier, la juridiction de céans constate que du 10 avril 2018 jusqu'à présent, il n'est écoulé plus de 30 jours sans que la STANE INTERNATIONALE n'ait servi une autre assignation à comparaître à monsieur AKE AMAFIN NICODEME ;

D'où, il suit que la société STANE INTF



manqué à son obligation ;

Il sied de la déclarer déchue de son droit de former opposition contre l'ordonnance d'injonction de payer n°0635/2018 rendue par la juridiction présidentielle du Tribunal de céans ;

• ***Sur le bienfondé de la demande en paiement***

Monsieur AKE AMAFIN NICODEME sollicite la condamnation de la société STANE INTERNATIONALE à lui payer la somme de 5 490 163 francs CFA outre les frais de procédure ;

Or, il résulte des pièces du dossier de la procédure et des précédents développements, qu'il bénéficie d'une ordonnance d'injonction de payer, passée en force de chose jugée, condamnant la Société STANE INTERNATIONALE à lui payer le montant sollicité ;

Il sied, dans ces conditions, de déclarer sans objet, sa demande en paiement ;

**Sur les dépens**

La défenderesse succombant, il y a lieu de la condamner aux entiers dépens de l'instance ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare recevable l'action de monsieur AKE Amafin Nicodeme ;

L'y dit partiellement fondé ;

Déclare la société STANE INTERNATIONALE déchue de son droit de former opposition à l'ordonnance d'injonction de payer n°0635/2018 par la juridiction présidentielle du Tribunal de céans ;

Déclare sans objet la demande en paiement de monsieur AKE Amafin Nicodeme ;

Condamne la défenderesse aux entiers dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus ;

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER. /

N° REC: 00 28 28 24

**D.F: 18.000 francs**

**ENREGISTRE AU PLATEAU**

Le.....17.....2019.....  
REGISTRE A.J. Vol.....F°.....56  
N°.....1158.....Bord.....440/.....01

**REÇU : Dix huit mille francs**

**Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre**

*affirmatif*

*[Signature]*

*[Signature]*